

# **ACTION PUBLIQUE ET DEFAILLANCES DE L'ETAT**

- Notion de politique économique 2

- I. La théorie des choix sociaux 3

- A. Peut-on définir des préférences collectives ?(Condorcet, Arrow) 3

- 1) Le pb de l'agrégation des préférences individuelles 3

- 2) Bien-être social et comparaisons interpersonnelles d'utilité (MENER, PARETO, HARSANYI) 4

- B. Peut-on définir économiquement la justice sociale ? 5

- 1) Equité ou capabilité (RAWLS, SEN) 5

- 2) La gestion de l'information par l'Etat (hayek) 7

- II. La théorie des choix publics 8

- A. Recherche de rente et démocratie (1er argument) 9

- 1) L'électeur rationnel (DOWNS, THÉORIE ÉCO DE LA DEMO) 9

- 2) Décision à la majorité et efficience (TULLOCK, BUCHANAN, LOGROLLING) 10

- 3) La capture du régulateur (stigler => lobbies) 10

- B. Aléa moral et action publique (2ème argument) 11

- 1) Décision publique et cycles politiques (NORDHAUS) 11

- 2) La mise en œuvre administrative (aléa moral élu/administration, NISKANEN) 11

- III. Sortir de l'alternative entre marché et Etat 12

- A. La gouvernance des biens publics 12

- 1) 1er exemple : La multiplicité des institutions publiques (TIEBOUT, V.OSTROM) 12

- 2) 2ème exemple : gouvernance des ressources communes (elinor ostrom)13

- B. Repenser la contrainte publique 14

- 1) Régulation contre réglementation(ok) 14

- 2) Le paternalisme libertaire (THALER ET SUNSTEIN) 15

2<sup>ème</sup> chapitre d'éco publique.

# • Notion de politique économique

Définie par Jan **TINBERGEN**, *Techniques modernes de la politique économique* (1952): éco néerlandais, directeur de . Un des économistes du courant de la synthèse. 1<sup>er</sup> prix Nobel d'éco en 1967.

Dans définition Tinbergen : politique éco = **usage par pouvoirs publics de certains moyens pour parvenir à certains objectifs qui concernent la satisfaction des besoins humains**. Politique éco passe par 3 étapes :

- 1. Décideur politique formule des **objectifs**, censés maximiser le bien-être social.
- 2. Economiste propose des **moyens** de parvenir aux objectifs fixés. Distingue 2 types de moyens :

->**Instruments**. Indicateurs quantitatifs que les autorités publiques peuvent modifier directement. Ex : Banque centrale peut émettre monnaie centrale : c'est un indicateur quantitatif contrôlé par autorités. **Ex 2 : Gouv peut modifier taux de l'impôt sur sociétés (sur bénéfices)**. Ex 3 : droits de douane

->**Réformes**. Politiques plus ambitieuses. Visent à modifier façon dont les agents écos se coordonnent. Réformes touchent toujours aussi aux valeurs de la société. Lorsque Etat choisit de nationaliser ou ouvrir à la concu : ce seront des réformes

- 3. Economiste choisit **valeur** optimale des instruments ou type de réforme grâce à un **modèle économique**.

2 remarques sur définition de Tinbergen :

- (1) Définition de Tinbergen se rapproche de la **définition wébérienne du rôle du chercheur**. C'est le responsable politique qui décide de l'orientation des politiques publiques. Economiste : qu'un **expert**, même si a un rôle central du fait des compétences techniques.
- (2) Cette définition se veut une **approche normative**. Explique au fond que les économistes doivent chercher les moyens les plus efficaces d'arriver aux objectifs fixés par le responsable politique. **Dans déf de Tinbergen, si le responsable politique exprime des préférences collectives, économiste devient l'opérateur de la maximisation du bien-être social.**

Cette définition en apparence anodine nous dit bcp sur **façon dont économistes de l'après-guerre conçoivent leur rôle dans la cité**. En particulier économistes de la **synthèse**. Cette définition que critique l'école des choix publiques.

## • Quel sont les objectifs des politiques économiques ?

Richard **MUSGRAVE**, *Théorie des finances publiques* (1959). Typo des **fonctions de l'Etat** dans la litté éco. 3 objectifs : ARS

(1)**Allocation des ressources**. Dans cas de défaillances de marché, Etat peut tenter d'améliorer **efficacité de la production**

(2)**Redistribution**. En fonction des préférences collectives, Etat peut modifier la **répartition des revenus ou des patrimoines** entre les groupes socio-professionnels, entre régions, entre générations.

(3)**Stabilisation**. Etat doit assurer stabilité de la croissance éco en **lissant les fluctuations écos**.

Aboutit à la **loi de Wagner** (Adolf **WAGNER**, 1872, *Fondements de l'éco po* : énonce loi). Loi Wagner = **quand une éco se développe, devient plus riche : hausse tendanciel de la part des dépenses publiques dans le PIB** (dépense des administrations publiques centrales ou locales + dépenses des protection sociale). Explication Wagner = Etat fournit principalement des **services** comme des services culturels, l'éducation, la santé, assurances sociales. Tous ces services ont une **élasticité revenu > 1**. Donc quand niveau de vie des ménages augmente, leur demande de ces services augmente plus que proportionnellement.

- **Quels sont les moyens de l'Etat ?**

**Efficacité politiques publiques invite à juger efficacité des moyens : si moyens permettent de remplir les objectifs des politiques publiques. 2 types d'efficacités schématiquement :**

- **Effectivité.** Degré de réalisation en pratique des règles énoncées en théorie, dans le droit. C'est ce qui intéresse les **politistes et les sociologues**. Est-ce règles énoncées en théorie ont été appliquées en pratique ?
- **Efficience** = rendement des ressources utilisées par les politiques publiques. Consiste à mettre en relation résultats atteints/moyens financiers investis. **Calcul coûts/bénéfices pour les éco.** On s'intéresse surtout à efficience ici.

# I. La théorie des choix sociaux

**Choix sociaux** = décisions qui expriment des préférences collectives.

## A. Peut-on définir des préférences collectives ? (Condorcet, Arrow)

### 1) Le pb de l'agrégation des préférences individuelles

Question posée pour 1<sup>ère</sup> fois par Nicolas de **CONDORCET**, *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix* (1785). Mathématicien et révolutionnaire fr. S'interroge sur **procédures de vote permettant de dégager les préférences collectives**. Imagine un système électoral où on demande aux électeurs de classer les différents candidats. Supposons pour simplifier 3 électeurs (1-2-3), 3 candidats (A-B-C).

1 : préfère A à B et B à C

2 : B > C > A

3 : C > A > B

A préféré à B par 2/3 des votants (1 et 3).

B préféré à C par 2/3 des votants (1 et 2).

Si préférences collectives sont transitives (condition de leur cohérence), on a A préféré à C. Or 2/3 des votants préfèrent C à A (2 et 3). Cette procédure de vote **ne respecte pas transitivité des choix**. **Paradoxe de Condorcet** = les choix collectifs peuvent être **incohérents**.

Pour surmonter ce pb : imagine un nouveau système électoral où **électeurs vont comparer électeurs 2 à 2 (entre A et B le quel je préfère : 2 à la puissance 5 votes)**. **Vainqueur de Condorcet** = celui qui remporte la majorité des suffrages face à tous les autres candidats.

Ex historique : **élection présidentielle de 2007** en France. 3 candidats en tête au premier tour : Sarkozy préféré à Royal préféré Bayrou. Or sondages indiquaient que Bayrou l'aurait emporté en duel au 2<sup>ème</sup> tour face à Sarkozy et Royal. Donc est le vainqueur de Condorcet. Mais comme est arrivé 3<sup>ème</sup> au 1<sup>er</sup> tour : ne participe pas au second tour. 2 pbs sur nouvelle procédure de vote proposée par Condorcet :

- 1/Méthode très **complexe**. Supposons qu'il y a n candidats. Chaque électeurs doit voter **2 parmi n choix** : nombre de paires de candidats
- 2/**Pas tjrs de vainqueur de Condorcet** dans élection. Ne peut pas tjrs surmonter intransitivité des préférences collectives

**Résultat généralisé par Kenneth ARROW**, *Social choice and individual values* (1951). Prix Nobel 1972. Se **demande si on peut définir un ordre de préférences collectives qui aient 3 caractéristiques** : ECO

- **Émerge des préférences individuelles**
- **Cohérente**
- **Obtenue de manière démocratique**

Part de théorie ordinale de l'utilité de Pareto. On ne peut ni mesurer satisfaction ni comparer satisfactions des individus entre eux. Dans modèle : **individus doivent choisir entre les états sociaux**. Ces états sociaux peuvent être : biens, valeurs, décisions politiques. Chaque indiv : propres préférences différentes de celles des autres. Pose **5 conditions pour que préférences collectives soient cohérentes et démocratiques** :

- (1) Chaque indiv a des préférences cohérentes. Préférences totales + réflexives + transitives (cf Pareto)
- (2) Si état social A est préféré à état social B par tous les indivs, alors A est collectivement préféré à B
- (3) Classement entre 2 états sociaux ne dépend que de ces états sociaux. Si A préféré à B, introduction de C ne change pas l'ordre
- (4) Individus sont souverains. Ne modifient pas leurs préférences en fonction de celles des autres.
- (5) Il n'existe pas de dictature. Même si certains indivs préfèrent dictature, aucun indiv ne doit pouvoir imposer ses préférences aux autres

**Théorème d'impossibilité de Arrow** = lorsque la société doit ordonner au moins 3 états sociaux, les 5 conditions ne peuvent être démontrées en même temps. 2 enseignements principaux :

- En termes de théorie politique. **Seul système politique qui assure tjrs cohérence des choix = dictature** : un individu impose ses préférences aux autres. Parfois on parle du **théorème du dictateur**. Théorème dit que tout mode de scrutin peut parfois mener à des décisions incohérentes ou peu démocratiques. Repose sur des hypos donc dans certains cas : ne s'applique. Permet de mieux comprendre la pratique démo. **Possible de construire démocratiquement des préférences collectives cohérentes et démocratiques, dans 2 cas :**
  - > Cas 1 : si on a choix seulement entre **2 états sociaux**. Explique pourquoi dans certains démos (Ex : pays anglophones), on a opté pour bipartisme
  - > Cas 2 : **Choix unimodal** : tous les individus doivent se placer sur une seule échelle. Correspond au cas du multipartisme en Europe continentale. Il y a une échelle **droite//gauche**, et les individus sont plus ou moins satisfaits en fonction de proximité entre leurs préférences et la préférence collective
- En termes de théorie éco. **Choix des états sociaux par procédure marchande n'assure pas choix collectifs cohérents et démocratiques**. **Construction d'une fonction d'utilité collective repose tjrs sur jugement de valeur de la part de l'économiste**. Pour construction : économistes obligés de revenir à théorie cardinale de l'utilité. C'est-à-dire : on suppose qu'on peut mesurer satisfaction (bien-être) des indivs et comparer ces niveaux de bien-être. C'est à ce seul prix qu'on peut construire une fonction d'utilité collective à partir des préférences individuelles. Ex : je peux supposer que utilité collective = somme des utilités individuelles. Mais peut aussi construire autre où je fais somme des logarithmes des utilités individuelles (J'accorde plus d'importance aux pauvres car fonction logarithme a tendance à écraser les gds valeurs). Pour Arrow, si éco construit fonction d'utilité collective : repose sur jugement de valeur et suppose qu'on puisse faire des transferts interpersonnels d'utilité. On peut transférer de l'utilité d'un indiv à l'autre quand on maximise l'utilité collective.

## 2) Bien-être social et comparaisons interpersonnelles d'utilité (MENER, PARETO, HARSANYI)

- **Théorie cardinale de l'utilité**. Enoncée par **MENER** en 1871.

Dans théorie : **utilité exprime quantitativement niveau de bien-être des indivs : on peut comparer niveau bien-être**. Permet de justifier progressivité de **l'impôt sur revenu** (= taux d'imposition augmente avec revenu. Ex : pauvres taxés à 5% et riches à 10%). Un des gds débats publiques fin XIXème-début XXème. En France notamment : question création impôt sur revenu : récurrente pendant toute la 3ème Rép. Voté en urgence en 1914 (2 semaines avant entrée en guerre). Impôt progressif. Supposons que tous les indivs ont la même fonction d'utilité qui dépend de leur revenu R. Schéma 1. Fonction d'utilité concave (utilité marginale décroissante et positive) : U'' est négative. 2 individus. Pauvre : revenu R1. Riche : revenu R2. On retire une somme t (taxe) aux riches pour le donner aux pauvres. Niveau d'utilité du riche diminue peu, mais niveau d'utilité du pauvre augmente bcp. **Donc gain d'utilité du pauvre > perte d'utilité du riche** : vient du fait que **utilités marginale est décroissante**. Supposons bien-être social est défini comme somme des utilités indivs : situation qui max bien-être social = celui où indivs ont le même revenu à la fin.

- **Raisonnement critiqué par PARETO**. Manuel d'éco politique (1907)

Dans ce raisonnement : un transfert obligatoire organisé par l'Etat est organisé comme avantage si gain indiv > perte de certains. Implicitement, on fait des **comparaisons interpersonnelles d'utilité** et on considère que l'objectif de l'action publique = maximiser somme des utilités individuelles. Tout transfert obligatoire qui satisfait plus A qu'il ne lèse B est possible. On suppose qu'on a le droit de sacrifier le bien-être de certains individus pour augmenter celui des autres. Cette définition de l'efficacité est inacceptable pour lui. Ex : on peut jeter les chrétiens aux lions si augmente utilité de nombreux romains dans le cirque. Donc **utilités individuelles doivent être considérées comme incommensurables**. L'amène à 2 idées fondamentales chez Pareto :

- (1) Reformule théorie de l'utilité en partant de idée que utilité pas mesurable : **théorie ordinale de l'utilité**. Souhaite même se débarrasser du terme d'utilité qu'il juge trop lié à philo utilitariste. Propose de le remplacer par **ophélimité**.
- (2) L'amène à redéfinir efficacité économique. **Situation optimale pour Pareto si on ne peut pas augmenter satisfaction d'un agent sans léser au moins un seul agent**. Donc ne sont efficaces pour Pareto que les transferts qui augmentent satisfaction de tous les participants en même temps. Donc les **seuls transferts efficaces = transferts volontaires**.

- **Mais critère utilitariste du bien-être social peut être restauré grâce à théorie des choix incertains**

**Incertitude** définie par **KNIGHT** (1921). Incertitude = les événements possibles sont connus mais pas probas associées. Indivs peut faire des paris, conjectures sur ces probas.

Montré par J. **HARSANYI**. Eco hongrois (carrière aux EU). Prix Nobel 1994. « **Cardinal welfare**, individualistic ethics and interpersonal comparisons of utility » (1955). Un critère de bien-être social doit être acceptable par tous, donc généralisable. Place les indivs derrière un voile d'ignorance. Concept repris par philosophe Rawls dans *Théorie de la justice* (1971). **Voile d'ignorance** = situation où indivs connaissent les différentes positions sociales possibles et les différentes fonctions d'utilité, mais ne connaissent ni leur propre position sociale ni leur propre fonction d'utilité.

Individus sont bien dans situation d'incertitude (Ne connaissent pas leur probas d'être tel ou tel individu). Tout ce qu'ils savent = il y a n individus dans la société. Comme incertitude : indiv n'a d'autre choix que de considérer qu'à proba 1/n d'être chacun des individus. Situation d'incert liée au voile d'ignorance a 2 csq :

- **Individu raisonne sous hypo d'équiprobabilité**. Probabilité d'être chaque individu = 1/n.
- **Dans choix, donne même poids à satisfaction de chaque indiv** (car ne sait pas lequel est)

Donc chaque indiv se place dans situation du **spectateur impartial**. Notion empruntée à **Smith** dans *Théorie des sentiments moraux* (1759). Pour lui : homme véritablement moral = celui qui est capable de regarder sa propre situation comme si était celle d'un autre. Montre que **sous hypo du voile d'ignorance, des individus rationnels et égoïstes se comportent comme le spectateur impartial : individu veut maximiser son utilité espérée**. Son utilité espérée =  $(1/n)U_1 + (1/n)U_2 + \dots + (1/n)U_n$ . **UE =  $\left(\frac{1}{n}\right) \sum_{i=1}^n U_i$** . **Sous voile d'ignorance, chaque indiv de société maximise la**

**même fonction**. Cette fonction = **fonction d'utilité collective**. Cette fonction d'Harsanyi revient à suivre le critère utilitariste du bien-être social. Comme n est une constante, maximiser somme des  $U_i$ . **Critère d'Harsanyi =  $\text{Max} \sum_{i=1}^n U_i$** .

Montre que : **Dans situation du voile d'ignorance : indiv se comportent comme le spectateur impartial. Cet observateur va spontanément s'accorder sur critère utilitariste du bien-être social**. On revient à version cardinale de l'utilité qui autorise comparaisons interpersonnelles de l'utilité. Ce voile d'ignorance peut s'interpréter comme expérience mentale que nous pouvons tous faire.

## B. Peut-on définir économiquement la justice sociale ?

### 1) **Équité ou capabilité (RAWLS, SEN)**

- **On reprend théorie du philosophe RAWLS**, *Théorie de la justice* (1971)

Il reprend raisonnement sous **hypo du voile d'ignorance**. Mais veut **critiquer le critère utilitariste du bien-être social**.

- Ce critère ramène tout ce qui procure de la satisfaction à une mesure commune. Donc liberté elle-même est considérée comme un bien parmi d'autres : un bien qui procure une certaine utilité. **A priori : autres sources d'utilité sont substituables à liberté dans théorie utilitariste Harsanyi**. Rawls : pour éviter ce pb : **poser différence de nature liberté/autres biens**. **Ce que maximise Rawls : pas satisfaction mais moyen de réaliser ses projets, mettre en œuvre sa liberté**. Ce sont les **biens 1ers** = moyens de mettre en œuvre sa liberté. Part de l'**hypo de priorité de la liberté** : liberté prioritaire sur les autres biens, y compris la justice. Se situe explicitement dans tradi **philo libérale** : Dans philo libérale, liberté 1<sup>ère</sup> sur les autres considérations, y compris morales. Pour philo libérale : établissement des droits individuels : prioritaire. On dit que le juste (le droit) précède le bien (la morale). Cette philo libérale est héritière de théorie du contrat social. Optique contraire qui pense que bien précède juste : tradition communautarienne : droit découle de morale (pour libéraux : droit 1<sup>er</sup> sur morale). Donc Rawls part de priorité liberté sur autres biens (philo libérale).

Donc sous hypo de voile d'ignorance : **indivs se mettent d'acc sur fait que chacun disposera du min nécessaire pour mettre en place ces libertés**. **Principe du maximin = il faut maximiser la position de l'individu le plus mal lotis dans la société**. En effet, sous voile d'ignorance : individus pas que rationnels comme le supposait Harsanyi : ils sont



aussi **raisonnables**. Ils vont chercher un critère de justice qui produise des résultats acceptables par tous quand est accepté. Cf fiche sur Rawls. Ce critère du maximin signifie qu'**on peut tolérer augmentation des inégalités de revenu si permet d'augmenter revenu des plus pauvres**. Ressources sont réparties de manière moins homogène, mais quantité de ressource dispo pour les plus pauvres a augmenté car production plus efficace. Pour Rawls : certaines inégalités sont justes : c'est la **théorie de l'équité = maximiser situation des individus les plus désavantagés**.

• **Théorie reprise et nuancée par Amartya SEN. Repenser l'inégalité (1992)**

Economiste indien. Expert à l'ONU sur questions de développement, prix Nobel 1998. Repart de la critique du critère utilitariste faite par Arrow et Rawls. Cette critique revient à dire que critère utilitariste mène bien-être à une substance homogène : homogène pour l'individu (différentes sources de bien-être sont substituables) et entre indivs (on peut comparer niveau de bien-être). Comme Rawls, Sen pense qu'il ne faut pas penser liberté éco que de manière négative : pas seulement réduire contraintes, entraves pour indiv. **Mais aussi penser comme liberté positive : capacité à réaliser ses projets**. Etude sur **gde famine Bengale** (1943). Témoin de cette famine quand était enfant. A causé 3 millions de morts. Montre que cette gde famine : pas liée à insuffisance des ressources alimentaires. Récoltes avaient été meilleures que les années précédentes. Mais lié à l'éco de guerre : amène une augmentation du prix du riz => augmentation des inégalités. Propriétaires terriens : forte augmentation de revenu (aug prix riz). Les travailleurs agricoles : salaire réel chute. Donc dans cette famine : millions de personnes mortes de faim et prix restés dans les stocks. **Travailleurs agricoles avaient perdu leur capacité à acheter du riz**.

SEN complète théorie de Rawls à partir de ses études. Pour lui, **théorie de justice de Rawls est incomplète**. Rawls appuie sa démonstration sur idée que liberté est prioritaire sur les autres biens. Permet à Rawls de distinguer biens 1ers des autres. Biens premiers = biens nécessaires à mise en œuvre de la liberté. Liste des biens premiers : objective. Même pour tous les individus. **SEN dénonce fétichisation des biens premiers** (cf Marx, fétichisation des rapports sociaux). SEN oppose à Rawls argument de la **diversité des biens humains**. Cet argument se décompose en 2 sous-arguments :

(1) **Une même combi de biens premiers ne procure pas les mêmes avantages à tout le monde**. Ex : **un vélo est inutile pour un paraplégique**. Ex 2 : droit de vote = droit sans objet pour un handicapé mental, voire même pour personne peu éduquée qui préférera s'abstenir plutôt que voter.

(2) **Tous les individus n'ont pas les mêmes hiérarchies des priorités**. Face à idée de diversité des êtres humains : Sen propose analyse microéco où individus doivent choisir des **fonctionnements**. Fonctionnements =

- Des **états**. Ex : être bien nourri, heureux
- Ou des **actions**. Ex : vivre vieux, participer à vie de la communauté.

**Critère de justice sociale = individus aient accès aux mêmes capacités = capacité pour l'indiv d'avoir accès aux fonctionnements qu'il valorise**. Contrairement à biens premiers chez Rawls, **capabilité = notion subjective**. Dépendent de :

- La situation
- Les préférences subjectives
- La société

Pour lui : on ne peut pas faire liste a priori des capacités. Capacité distingue seulement **capacité à choisir sa vie en fonction de ses valeurs**. Exemple pris par SEN :

(1) **2 personnes : un pauvre qui a du mal s'acheter à manger. Riche qui jeûne pour raisons religieuses**. Les deux ont accès à même quantité de ressources fondamentales (biens premiers chez Rawls) mais pas mêmes capacités (capacité à choisir projet de vie qu'ils valorisent).

(2) **Ex empirique : déséquilibre sexe Asie du Sud Est**. Pour équilibrer sexe-ratio : manque des femmes. 2 causes déficit de femmes : 1/avortements sélectifs. 2/Femmes n'ont pas les mêmes capacités que les hommes. Meurent précocement : moindre accès aux soins, à l'emploi. Femmes qui ont emploi à l'extérieur vivent plus longtemps que les hommes.

Bilan théorie de SEN. Avantage : **évite caractère normatif de la théorie de Rawls**. Pour Rawls : liste des biens premiers est objective, ce qui est justifié par philosophie libérale. Dénonce chez Rawls une simplification arbitraire. Dans les études empiriques, les indicateurs que retient Sen = celles qui pourraient être retenues pour biens premiers. Donc 1<sup>er</sup> intérêt = reformulation empirique

2<sup>ème</sup> intérêt : **on ne peut pas définir justice sociale dans l'absolu pour lui**. On ne peut que dénoncer les injustices les plus intolérables dans un contexte donné. Donne exemple des militants pour abolition esclave 19<sup>ème</sup>. Montre que ceux qui luttèrent pour abolition de l'esclavage ne pensaient pas que monde allait devenir juste du jour au lendemain après abolition. Conscience qu'il resterait des inégalités entre blancs et noirs. Mais abolition = priorité du moment.

[Reprise : Sen reproche à Rawls d'être de la philo. Ce qui est important chez Sen : on ne peut pas entrer présupposé de philo libérale dans éco].

CF ARTICLE SUR L'INDE !!!!

**« INDE: REMETTRE LA CROISSANCE A SA PLACE »**. Pourquoi l'Inde, malgré une croissance vertigineuse, se classe-t-elle derrière le Bangladesh ou le Népal

en termes de développement humain ? La réponse de Jean Drèze et Amartya Sen est limpide : le développement est aussi affaire de répartition des richesses, de politiques sociales et de démocratie. L'influence des grandes entreprises sur les institutions démocratiques a considérablement augmenté. BON EXEMPLE POUR L'IDH.

## 2) La gestion de l'information par l'Etat (hayek)

Friedrich von **HAYEK**, « L'utilisation de l'information dans la société » ou *The ROAD TO SERFDOM* 44 (1945). Eco autrichien, héritier de l'école autrichienne. Prix Nobel 1974. Article 1945 : **remet en cause idée même de justice sociale et choix collectif**. Parle d'un pb éco assez important : parle de façon dont agents écos gèrent information. Selon Hayek : **distinguer gestion de l'info par l'Etat et par les autres agents écos**. Ménages et entreprises : pas même situation car ont besoin de gérer l'info pour gagner leur vie. Prend exemple d'un affréteur (= celui qui loue des places pour containers dans cargos) : contribue à efficacité de l'éco car évite que cargos circulent à moitié vides. Eco fonctionne grâce à un ensemble de **micro décisions décentralisées pour lesquels chaque agent a besoin de relativement peu d'infos**. Ex : si nouvelle utilisation profitable de l'étain apparaît dans éco. Dans ce cas : industriels qui l'utilise : pas besoin de connaître cette nouvelle utilisation. Seule info dont ont besoin pour être efficaces : que prix de l'étain augmente. Dans ce cas : cherchent à économiser étain, donc une partie de l'étain produit peut être utilisé à autre usage. **Grâce au système des prix : individus ont besoin de peu d'infos**. Or système des prix : pas issu de la rationalité des chercheurs, pas le fruit d'une réflexion consciente, d'un dessein humain. **Système des prix = issu des essais et des erreurs d'un gd nombre de générations. A permis de sélectionner des institutions efficaces**. Ce principe = **catallaxie**. Vient du grec *katalassein* : échanger. **Catallaxie = ordre spontané qui émerge des échanges** : permet de gérer une division du travail à grande échelle. Sans cet ordre spontané, prospérité des sociétés modernes n'aurait pas été possible.

Supposons que décideurs politiques et économistes veillent gérer certaines décisions écos. Dans ce cas : besoin des infos détenues par entreprises et ménages. Car c'est l'agent individuel qui connaît le mieux les choix qu'il a à faire. Ex : travailleur connaît bien son métier. Expert : même si doté d'une rationalité supérieure : ne serait pas forcément dans possibilité de faire meilleurs choix, faute de disposer de toutes les infos pertinentes. **Car éco repose sur des milliards de micro-décisions. Plus efficace de laisser agents gérer toutes ces micro-décisions car ont besoin de relativement peu d'infos, alors que Etat aurait besoin d'énormément d'infos pour gérer toutes les décisions en même temps**. Hayek dénonce scientisme de la plupart des économistes. **Sa critique : valable pour marxistes et keynésiens (qui veulent planification) que néo-classiques (veulent que Etat pallie défaillances de marché)**. **Modèles écos : forcément énormément simplifiés par rapport à réalité, donc pas à même de remplacer micro-décisions faites par les agents**. Donc pour lui, un système apparemment plus rationnel, où on laisserait experts décisions éco, aboutirait à moins de rationalité collective car système moins efficace

**Conclusion I.** On a vu **théorie des choix sociaux : cherche sous quelles conditions indivs peuvent se mettre d'accord sur des préférences collectives**. Même en admettant qu'il soit possible que les indivs se mettent d'accord (pas sur), il faudrait que Etat puisse parfaitement mettre en œuvre choix collectifs, et donc soit capable de prévoir parfaitement les csqs de ses actions. Donc conclue que les idées mêmes de choix collectifs et de justice sociale sont dénués de sens.

**-Choix collectifs**. Individus peuvent être motivés par des considérations morales. Mais même si certaines valeurs sont largement partagées : ne suffit pas à caractériser des choix collectifs, car il n'y a pas d'institutions capables de mettre en œuvre ces choix collectifs, préférences collectives.

**-Justice sociale**. Selon lui, **Etat ne peut pas tenir compte de toutes les préférences individuelles dans ses choix**. Se contente d'imposer à l'individu les préférences des dirigeants. Donc dans l'action publique : individu est traité comme un moyen au service d'abstractions tq le bien-être social ou le salut de la communauté. **La justice sociale = simple slogan : chaque groupe politique se réfère à justice sociale pour justifier leur propre action**, mais tous n'ont pas la même définition de la justice sociale.

## II. La théorie des choix publics

Distinguer :

- Théorie des choix sociaux (I). Se demande sous quelles conditions on peut construire des préférences collectives qui traduisent préférences individuelles
- Théorie des choix publics. Part de hypo que acteurs publics = agents écos dotés de leurs propres objectives. Passe de théorie normative de Etat à théorie positive de l'Etat. Objectif = endogénéiser l'Etat. Décisions publiques : aussi fruit d'une décision éco.

Cette théorie : initialement développée aux EU : initialement critique des justifications tradis de l'intervention de l'Etat. Justifications tradis se contentent d'une analyse normative. Théorie des choix publics renvoie dos à dos néo-classiques et keynésiens qui énoncent ce qu'il faudrait faire ; Suppose implicitement que Etat ta pour obj **intérêt général** + les moyens d'y parvenir. Critique hypo du despote bienveillant. Dans analyses tradis de l'Eta : **Etat = « boîte noire »** (on ne sait pas ce qui se passe à l'intérieur). Paradoxalement : tous les agents sont censés rechercher uniquement leur intérêt privé, sauf l'Etat. Cette analyse de l'action publique : rejoint paradoxalement sur certains points ce que disait **Marx** : idée d'un **Etat prédateur** qui se fait porte-parole de l'intérêt de certains groupes.

2 arguments principaux dans théorie des choix publics :

(1) Agents ont des comportements de recherche de rente. Rente (en éco) = revenu qui n'est pas la conséquence de la contribution à la production. Ex : rente dans cas de monopole légal. : génère du profit alors que dans situation concurrentielle, profit devrait être nul. Donc fait que profit positif = rente liée à restriction de la concu par l'Etat.



(2) Il existe des **asymétries d'information** à l'intérieur même de l'Etat : incitent les acteurs publics à être opportunistes.

## A. Recherche de rente et démocratie (1er argument)

### 1) L'électeur rationnel (DOWNS, THÉORIE ÉCO DE LA DEMO)

Cette théorie peut être utilisée en sciences politiques.

- **Théorie due à A. DOWNS, Une théorie économique de la démocratie (1957)**

Eco EU qui s'intéresse à concu lors des élections démocratiques. Partis constituent une offre électorale qui cherche à attirer des votes. Hypothèses du modèle =

- 1/Il existe 2 partis (se comprend dans système EU). Mais cette théorie peut 'appliquer en Europe (Droite/gauche 2<sup>ème</sup> tour : auj plus complexe avec tripartition électorat).
- 2/Partis connaissent les préférences des électeurs et proposent des programmes qui visent à satisfaire ces préférences: hypothèse forte.
- 3/Les électeurs votent pour le programme **qui satisfait le mieux leurs préférences** indépendamment du parti qui le propose. Dans modèle électeur rationnel : on suppose que indiv pas attaché à parti pour raisons identitaires (même si c'est le FN on y va)

Aboutit à idée que partis vont chercher à satisfaire **l'électeur médiant** = électeur tq il y a autant d'électeurs à droite qu'à gauche. Pour remporter l'élection : il faut 50% + 1 voix. **Prédiction modèle = élection se joue au centre (cf modèle de la plage)**. Donc **autres électeurs : ne votent pas par conviction mais par défaut (programme le moins éloigné de leurs préférences)**. Programme du parti vainqueur ne représente qu'un électeur ou un seul groupe d'électeur (électeur médiant). Tous les autres : relativement insatisfaits.

Conclusion Downs : définir intérêt général par les urnes conduit à imposer à tout les préférences des électeurs centristes : **explique pourquoi démo = régime modéré**

- **Appliquons modèle électeurs médians à question imposition**

Préférences politiques des électeurs en termes d'impôts dépendent des revenus. Ceux qui ont revenus élevés : préfèrent impôts faibles et faible redistribution. Revenus faibles : inverse. Or en termes de revenus : **médiane toujours inférieure à moyenne des revenus**. D'un côté : forts revenus tirent moyenne vers haut. Mais revenus bornés par le bas salaire minimum ou 0. **Comme électeur médian: partis promettent plus forte redistribution pour avoir voix**. Donc explique pourquoi démo ont hausse tendancielle de leurs prélèvements obligatoires

- **Gestion de l'info par l'électeur**

Info est imparfaite donc pour l'électeur, obtenir des compléments d'info sur programme ont un coût. Il faut : prendre temps, lire, essayer de comprendre enjeux, csqs. Donc électeur rationnel a intérêt à renoncer à chercher infos quand anticipe que coût info > bénéfice info. Notamment cas quand pas concerné directement par mesure. C'est l'**ignorance rationnelle**. Peut se généraliser à toute situation d'info imparfaite. Dans une démo : les candidats peuvent profiter de ignorance rationnelle : pour cela : **multiplient les enjeux de campagne**. Chaque électeur : incité à **s'intéresser seulement aux enjeux qui le concerne et pas aux autres**.

**Conclusion Downs : programme du vainqueur peut ne pas refléter fidèlement les préférences des électeurs mais rassemble divers éléments qui rassemblent les électeurs** : single issue vote (vote sur un seul thème). Donc **programmes reflètent des coalitions hétéroclites d'intérêts** : théorie des groupes d'influence (advocacy group). Ces groupes d'influence sont groupes qui s'adressent à l'opinion (≠ Lobbies = cherchent à influencer décideurs politiques)

Modèle bcp utilisé par politistes, notamment dans 80's. Mais aussi par conseillers des candidats, donc impact sur vie politique. Surutilisé par Hommes po. Aujourd'hui : ceux qui continuent à jouer élection au centre : souvent vu comme dénués de conviction et rivaux à . Augmente abstention. Dans conteste d'abstention croissance : auj retour candidats fortement ancrés dans identité partisane affirmer et portés par base militante. [Celui qui gagne : celui qui arrive à avoir électeurs centristes]

## 2) Décision à la majorité et efficience (TULLOCK, BUCHANAN, LOGROLLING)

BUCHANAN et TULLOCK (LOCK DOWN LA TECHA), Le calcul du consentement (1962). Buchanan : prix Nobel 86.

- Partent de l'idée que action publique repose sur coalition de gpes d'influence (reprennent idée Downs)

Grande thèse = Etat pas à même de résoudre défaillances de marché. Au contraire, comme Etat met en œuvre des politiques voulues par une partie seulement des électeurs : créent nouvelles inefficacités éco.

Les 51% qui remportent élection font payer politique qu'ils veulent à totalité de population. Donc Etat engendre des externalités. Les différents groupes d'influence peuvent s'entendre entre eux pour constituer une majorité, et donc faire payer les coûts de leur politique à tous (logrolling terme EU : roulage de bûche = renvoi d'ascenseur : on décharge bois du voisin si aide à faire chez nous). Prennent exemple d'une municipalité où une minorité d'électeur veut faire construire piscine, autre minorité : bibliothèque. SI vote à majorité sur chacun des 2 projets : **municipalité ne finance aucun des 2**. Donc ceux qui veulent piscine ou biblio devront la financer eux-mêmes. Les 2 minorités peuvent choisir Logrolling au conseil municipal : **cotent pour les 2 pour faire payer les 2 projets à l'ensemble des citoyens pour les 2**. Conclusion : logrolling conduit à surproduction de biens publics.

- Se posent question du bon seuil de décision.

Pas forcément 50%.

(1)Coût de négociation : temps, efforts. Plus seuil de majo est élevé, plus il est difficile de se mettre d'accord. Considère que coût de négociation est croissant et convexe (croît de plus en plus vite)

(2)Minorité qui était opposée à décision : doit aussi payer le coût de la politique. Donc plus le vote est acquis à large majo, plus le coût infligé à mino est faible. Plus on est minoritaires, plus la décision est facile à accepter. Coût infligé à mino : décroissant et convexe (décroît de moins en moins vite)

Schéma 2. Coût total minimal quand les 2 courbes se croisent (quand coût de négociation = coût infligé à majorité).

Pour plupart des décisions, seuil de décision retenu = seuil de 50%. Ce serait seuil qui minimise le coût de décision. Mais ce seuil peut monter pour décisions particulièrement importantes. Ex : en France : il faut vote 60% des parlementaires (sénateurs et députés réunis) pour modifier constitution.

## 3) La capture du régulateur (stigler => lobbies)

STIGLER, (1971). Cf cours sur rationalité : prospection d'emploi. Prix Nobel 82.

Idee de base = les acteurs non étatiques voudraient que l'Etat utilise son pouvoir de coercition à leur profit. Donc sont prêts à s'organiser pour organiser pour **influencer décision publique dans leur intérêt**. Mais cette organisation est coûteuse. Selon Stigler, pour même marché, on peut distinguer 3 cas :

Cas 1. Grandes entreprises du secteur. Dans même secteur : grandes entreprises en petit nombre, donc coût de négociation sont faibles pour se mettre d'accord. Donc **gds entreprises peuvent s'organiser en lobbies** (initialement antichambre en anglais). Donc lobbies = ceux qui attendent à l'entrée du bureau des décideurs pour présenter décisions. **Lobbying légal** (VS corruption). Dans cas où pas réélu : gde entreprise peuvent proposer postes lucratifs dans secteurs qu'il avait sous tutelle (cf avec la commission européenne)

Cas 2. **PME**. En gds nombres, donc **coûts de négociation : très élevés**. Chaque PME préfère jouer la stratégie du **passager clandestin**. Chaque chef d'entreprise : espère que ce sont les autres qui paieront coûts nécessaires pour se faire entendre. Ex : diff de trouver qqun qui veillent bien présidence association. Celui qui accepte : bcp d'efforts pour bénéf dont tous profitent. S Etat fait lois en faveur de PME : toutes en profitent mais celles qui pas participé à action collective. Bénéfices non exclusifs donc phéno de passager clandestin.

Cas 3. **Consommateurs**. S'organisent rarement en tant que consommateurs d'un secteur particulier. Ils n'ont d'influence sur décision qu'en tant qu'électeurs. Argument de **l'ignorance rationnelle** = pousse les consommateurs à l'inaction, car les consommateurs sont consommateurs sur un gd nombre de marchés différents, donc ne sont pas forcément poussés à chercher info sur tel ou tel marché particulier.

====> Conclusion STIGLER : gds entreprises = celles qui ont le plus de chance de se faire entendre que les autres. Donc plus de chances d'obtenir des législations qui les avantagent. C'est la capture du régulateur.

## B. Aléa moral et action publique (2ème argument)

On applique modèle principal-agent de **JENSEN et MECKLING, (1976) (à revoir)**

### 1) Décision publique et cycles politiques (NORDHAUS)

Modèle dû à **NORDHAUS**, (1975), (NOORD HAAUS = CYCLE)

Utilise un modèle principal-agent (modèle de mandat). Principal = électeurs qui veulent politique éco efficace.

Agent = élus dont objectif = se faire réélire. **Divergence d'intérêt + aléa moral**. Une fois que électeurs ont élu qqun : ne peuvent pas contrôler ce qu'il fait. **1ère raison = ignorance rationnelle** : suivre toute l'actualité politique a un coût. Entre élections : électeurs se consacrent principalement à d'autres activités. **2ème raison** : si les résultats de la politique éco sont décevants : peut se défausser sur éco. Electeurs ne peuvent pas contrôler élu mais seulement ne pas le reconduire lors des prochaines élections ; Donc **élu incité à se comporter de manière opportuniste : augmente dépenses publiques juste avant élections pour satisfaire électorat en fournissant des biens et services publics**. Peut présenter un bilan flatteur de son action pour être élu. **Mais une fois réélu : doit mettre en œuvre politique de stabilisation** : réduit dépenses publiques pour éviter dégradation des comptes publics.

Conclu NORDHAUS : **cycle électoral engendre les cycles écos**. Action de l'Etat : pas pour but d'améliorer efficacité de l'éco mais seulement convaincre électeurs de réélire en place ; Ex empirique : en France : majo des investissements publics viennent des collectivités locales (environ 60%). Un an avant élections locales : **forte croissance investissements publics (croissant très supérieure à croissance éco)**. Ex : ligne de tram terminée juste avant élections. Au contraire : année élections : élus stabilisent ou baissent dépenses pour afficher comptes peu dégradés malgré dépenses. On compte sur fait que regardera compte que moment élection...

### 2) La mise en œuvre administrative (aléa moral élu/ administration, NISKANEN)

W. **NISKANEN**, 1975, « Bureaucrats and politicians » EN MODE NISKA

Part du constat que c'est pas l'élu qui met en œuvre lui-même son programme : doit déléguer cette tâche à une administration qu'il a sous ses ordres = **modèle-principal agent**. On peut modéliser situation dans c modèle. Principal = élu. **Son objectif principal = que son programme (politique publique) soit mis en œuvre**. Agent = chef du service administratif. **Objectif agent = maximiser son budget discrétionnaire**. C'est pour Niskanen : la différence entre budget qui lui est alloué et le coût de la politique publique. Coût politique pub = coût production d'une bien public. Donc c'est le **budget résiduel**. Il peut être utilisé à discrétion (comme le chef de service le souhaite). **Prend plusieurs exs des utilisations =**

- **Se payer plus grande bureau**
- **Augmenter nombre de secrétaires**

Cherche à minimiser son effort et affirmer signes extérieurs de pouvoir et prestige. **Divergence d'intérêts principal-agent + aléa moral pour 2 raisons :**

- 1. Bureaucrate connaît mieux ses coûts que l'élu (censé le superviser)
- 2. Elus ont ressources limitées pour superviser services administratifs sous leurs ordres (Cf modèle principal-agent : contrôle a un coût).

2ème argument modèle Niska : souvent des **parlementaire** qui sont chargés de superviser politique publique : aussi ceux qui sont le plus intéressés par cette politique. Même si sont favorables à strict contrôle finances publiques, mais comme les plus intéressés chargés de contrôler : veulent que bénéf d'un budget important. **Donc chefs de services administratifs : tendance à surestimer demandes budgétaires**, et élus accèdent en

partie à ces demandes. Coût de contrôle des chefs de services adm peut excéder économies permises par le contrôle. Elu a intérêt à augmenter contrôle tant que  $\text{bénéf marginal contrôle} > \text{coût marginal contrôle}$ .

**Conclusion Niskanen :** administration pas complètement incitée à être efficace : pourrait être plus efficace si elle le souhaitait. Donc administration tend à produire des quantités de biens et services supérieurs à l'optimum social, du fait de budgets surdimensionnés.

### III. Sortir de l'alternative entre marché et Etat

#### A. La gouvernance des biens publics

Dans études écos : en général, on envisage seulement alternative marché/Etat pour production biens. Travaux néo-institutionnalistes : montrent que forment de coordination : bcp plus complexes que alternative marché/Etat. Cette complexité : pas forcément source d'inefficience.

#### 1) 1<sup>er</sup> exemple : La multiplicité des institutions publiques (TIEBOUT, V.OSTROM)

TIEBOUT, « A pure theory of (1956). Titre article : reprise titre Samuelson « A pure theory of public expenditure (1954). Samuelson supposait que 1 seule façon de produire biens = marché ou Etat. Thèse = si Etat est expression des préférences individuelles via procédure du vote, alors production de biens publics est optimale. Or procédure du vote e permet pas de traduire parfaitement les préférences individuelles. Dans cet article, Tiebout part du constat que biens sont souvent produits par des collectivités locales. Se place dans cadre d'agglomération composée de plusieurs communes. Cadre modèle :

- Communes hétérogènes (pas gérées de la même façon). Ex : certaines communes fournissent bcp de biens publics amis ont impôts élevés. Autres : inverse. Certaines communes ne produisent pas tous les biens.
- Ménages : préférences hétérogènes ; Ne souhaitent pas la même chose en termes de volume et types de services qu'ils veulent
- Pas de rendements d'échelle. Si commune attire plus de pop : en devient pas plus efficace dans son production de biens publics. Hypo justifiée par des travaux empiriques.
- On ne peut pas faire le passager clandestin. Ménages ne peuvent pas habiter dans commune où impôts faibles et profiter des biens et services des autres communes.

Prédiction centrale = si coûts de déménagement sont faibles : ménages s'installent en priorité dans commune qui s'approche le plus de leur préférence : ménages « votent avec leurs pieds ». Dans ce modèle : mobilité résidentielle des ménages permet de fourniture des biens publics reflète les préférences individuelles, uniquement sous hypo que coûts de déménagement sont négligeables. Hypo forte mais ménages quasiment obligés de déménager à certains moment sde parcours de vie. Ces moments : aussi modification de leurs besoins, en termes de biens et services collectivités ; Au fur et à mesur du temps : agglomérations rassemblent des populations de plus en plus homogènes en termes de préférences politiques et besoins (spécialisation).

- TIEBOUT et Vincent OSTROM, (1961)

Développe nouveau concret : gouvernance polycentrique = plusieurs centres de décision qui fournissent le même bien public mais qui sont formellement indépendants. Etudient police EU. Aux EU : même zone peut être couverte par plusieurs services de police. Car :

- 1/1 Police par niveaux de pouvoir : police fédérale, des communes...
- 2/Différents services dans même niveau de pouvoir (Ex : brigade des stupéfiants...)

Formellement : ces polices ont compétences sur infractions différentes. Svt enquêtes sur infraction mineures permettent de repérer des infractions bcp plus graves (Ex : qui relèvent de police fédérale). Il y a des coûts de coordination entre services de police = **coûts de transaction**, alors que fournissent même bien public (= sécurité). A priori : tendance à penser que fusion services => plus grande efficacité (produire bien public à moindre coût). Réalisent études empiriques sur différents biens pub et situations locales. Montrent : contrairement à intuition : **polycentrisme = plus efficace** (ne fait pas augmenter coût mais plus de biens publics). **Complexité administrative : pas forcément synonyme de chaos**, mais permet de s'adapter à des situations locales. Ici : décentralisation permet gains de spécialisation + plus grande flexibilité (compense coûts de transaction). Administration polycentrique pas forcément incohérente.

## 2) 2ème exemple : gouvernance des ressources communes (elinor ostrom)

Elinor **OSTROM**, **La gouvernance des biens communs (1990)= canonique.**

- **Part du pb gestion des ressources communes soulevé par **HARDIN (1968)****

Critique Ostrom = Hardin n'envisage que 2 façons de gérer communs :

- **Etat (Nationalisation)**
- **Marché (Privatisation)**

Etudie gestion **ressources hydriques en Californie** (optique Tiebout). Observe multiplicité acteurs étatiques ou non qui sont impliqués. Pas réductible à opposition marché/Etat. Montre existence d'un pb de gouvernance (Besoin obtenir coopération ens d'acteurs avec intérêts divergents). Tragédie des communs de Hardin peut se formaliser comme dilemme du prisonnier répété. **Coopérer = jeu gagnant-gagnant**, mais si autres coopèrent : gains de court terme sup si je fais défection. Question = **comment éviter comportements opportunistes ?** **Eco comportementale : montre que indiv cherchent spontanément à coopérer, et que degré de coopération d'autant plus fort quand 2 conditions réunies**

- Cheaptalk : Peuvent discuter librement même si engagements pas crédibles
- Peuvent sanctionner comportements opportunistes

De petites communautés autogérées peuvent éviter tragédie des communs grâce au contrôle social.

- **Dispositifs gouvernance des communs : pas une exception**

OSTROM observe que ces dispositifs : décrits par de nombreux travaux de recherche dans d'autres disciplines que éco :

- En sc sociales (politistes, socio, hist)
- En sc naturelle (agronomes et ingénieurs)

Certains de ces dispositifs de gouv des communs existent depuis des centaines d'années. Ex : **Huertas** (Espagne) = système **d'irrigation** commun : mis en place au VIIème siècle (invasions arabes) : fonctionne encore aujourd'hui. Construit **base de donnée = de terrain** où elle décrit chaque cas de **gestion communautaire** des ressources par un ensemble de variables. Elle réalise une méta-analyse = analyse quantitative des résultats d'autres travaux de recherche. **Résultat = une petite communauté peut gérer efficacement et de manière pérenne une ressource commune en établissant des règles efficaces.** 8 conditions pour que règles efficaces : (pas à apprendre par coeur)

- Règles différencient qui peut se servir de quoi
- Etablissent un rapport coût/bénéfice pour chaque utilisateur
- Utilisateurs participent aux décisions collectives
- Utilisateurs se surveillent les uns les autres
- Sanctions graduées en cas d'opportunisme
- Mécanismes efficaces de résolution des conflits
- Utilisateurs ont droit d'édicter collectivement leurs propres règles
- Quand ressource est large : il y a plusieurs niveaux imbriqués de gouvernance



Travaux d'OSTROM : pas solution directe au pb du réchauffement climatique, sauf si ONU capable de se transformer en communauté dotée de mécanismes de sanctions = **communauté internationale**. Communauté = groupe uni par normes et valeurs communes. Difficile à faire.

## B. Repenser la contrainte publique

### 1) Régulation contre réglementation(ok)

- **Régulation** = assurer le **bon fonctionnement** d'un système. Système = ens d'éléments interdépendants (ex : marché)

**Régulation d'un marché : ne passe pas seulement par réglementation.** Action Etat passe tjrs par édicition de règles formelles (administratives). **Mais ce ne sont pas direct les règles qui assurent équilibre du marché (Ex : Etat ne fixe pas prix).** Question régulation marché émerge avec **crise 30's** : défaillances de marché. Face à eux :

->**Etats occidentaux** choisissent principalement réglementation : notamment Libération

- Réglementer strictement marchés financiers
- Nationalisation monopoles naturels et certaines banques (Ex : Banques centrales). Etat fixe direct certains prix.

->Au contraire : **EU : New Deal Roosevelt dès 1933.** Création autorités administratives indépendantes chargées de régulation certains secteurs. **Administrations :**

- Chargées d'appliquer décisions du politique. Mais une fois que mandat défini : indépendantes du pouvoir politique (pour éviter que gouv n'interfère avec objectif initial : change politique sous effet urgences du moment). Pour gouv : moyen de se lier mains face à son incohérence temporelle. Ex : président de l'autorité : nommé par pouvoir politique mais son mandat en général plus long que celui du décideur qui le nomme (permet de décorrélér action adm de régulation du cycle politique). Souvent mandat long mais non renouvelable
- Pouvoir d'enquête et sanction sur le secteur régulé
- VS capture régulateur : décideur a interdiction travailler dans secteur qu'il a supervisé.

Face aux défaillances de marché, EU ont innové de manière pragmatique : ont voulu **donner aux pouvoirs publics moyens d'agir sur marchés défaillants sans donner ce pouvoir direct aux gouvernement** Vs que gouv se serve de pouvoir à is électorales où étende à pas défaillant. Eco de marché EU : pas marché dérégulé, mais supervisé par autorités indépendantes. Ces autorités : surprenantes duc PVD de théorie politiques car :

- Obj = déconnecter action public de cycle électoral. Ex : EU : autorités souvent nommés par consensus bipartisan aux EU
- Pas de séparation des pouvoirs dans ces autorités. Ont pouvoir de police (exécutif) + sanction (judiciaire).

- **Principe autorités indépendantes arrivé en Europe avec construction européenne.**

Commission européenne chargée de construction marché intérieur. Csq :

- Secteurs jusque-là réglementé nationalement => **législation commune européenne**
- Moment histoi où investissement initiaux dans monop naturel payés (coûts fixes). Etait possible d'intro concu au bénéf des consos en distinguant infrastructure réseaux/ distribution biens et services = assurés par entreprises différentes.

**Commission a poussé à création autorités nationales indépendantes.** Ex France : **ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes)**. 1997 avec libéralisation marchés de la téléphonie. Avec libéralisation marché des colis : a obtenu compétences sur postes.

- ARCEP responsable de gestions ressources communes (Ex : fréquences utilisées pour téléphoner).



- Vérifie respect des obligations légales (Ex : existence service public universel, droit de conserver son numéro quand on change d'opérateur).

Institution seuro pensées en partie comme autorités indépendantes. Etat membre : détenteur de souveraineté, mais pas forcément dirigés par gouvernement de même couleur politique. Ex : BCE indépendante, et mandatafixé par traités européens. En vertu du principe de subsidiarité : commission euro joue rôle autorité de concu pour grande entreprise, ou entreprises qui opèrent dans plusieurs Etats membres.

## 2) Le paternalisme libertaire (THALER ET SUNSTEIN)

- Notion = **SUNSTEIN et THALER, (2008)**

**Thèse = Etat serait souvent allé trop loin dans usage du pouvoir de coercition.** Se fait par réglementation ou action sur contrainte budgétaire. Soutiennent que mêmes résultats pourraient être obtenus par politiques d'infos (moins contraignantes). Politiques d'info : en général décrites comme peu efficaces (coûts + impact faible sur ressortissants. Ex : campagne d'affichage). **Politiques pub d'info peuvent devenir efficaces en utilisant techniques éprouvées dans domaine du marketing.** Ex : marchés rendent plus accessibles physiquement produits sur lesquels font plus de marge. Pour lutter VS obésité infantile : produits les plus sains à portée de main dans cantines. **Principe du nudge** (main invisible Etat => **coup de coude invisible**. Ex: cantines bonne bouffe, campagne Obama: vous êtes bien inscrits?...). D'où nom **paternalisme libertaire**.

- Paternalisme : expert décide **ce qui est bon pour ressortissant**
- Libertaire : liberté de **choix** pas entravée par l'Etat.

Nudge passe par reconfiguration de l'architecture du choix : ressortissants se voient rappeler quel est le bon choix au moment de leur choix. Méthode peu couteuse qui peut rendre politiques pubs d'infos plus efficaces.

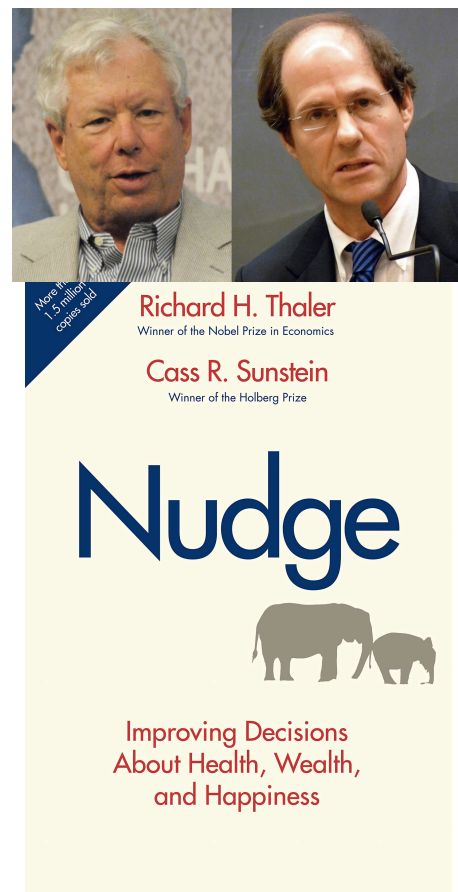
- Csq : thèse : grand intérêt pour responsables politiques : peu couteuse et efficaces (Ex : Obama et Cameron)

**Ex 1 : GB : questionnaire pour faire renouveler permis de conduire, on demande si on veut s'inscrire comme donneur d'organe**

EX 2 : Campagne présidentielle 2016 : campagne publique pour favoriser inscription sur listes électorales. Facebook y participe : demande si inscrits ou non sur listes électorales. Nudge relativement facile à mettre en œuvre

Mais quand nudge se heurte à des intérêts : difficile à mettre en pratique. Ex : industrie agroalimentaire en Europe. Ont obligation de fournir indication sur composition produits sur es paquets. Csq : **grande quantité d'infos en tout petit** (peu utilisables par consommateurs). Industriels proposent leurs propres **allégations nutritionnelles** : indications écrites en gros. **Vraies, mais souvent trompeuses.**

**Ex : yaourts allégés** : allégés en matière grasse mais souvent plus sucrés (sinon pas goût). Trompeur car consommateurs ont tendance à sur consommé produits qu'ils pensent être sain , alors que peuvent être aussi caloriques. 2010 : commission européenne a voulu mettre en place code couleur obligatoire et facilement identifiable (politique de nudge). **Lobby agroalimentaire a dépensé 1 milliard d'euros pour dénoncer dans presse** : pour liberté consommateurs VS paternalisme libertaire de Etat ; Donc Parlement euro : voté VS ce système. Pb classique de capture du régulateur (Stigler).



## CONCLUSION GENERALE

**Nouvelles méthodes d'évaluation des politiques publiques.** Renouvellement récent : **Evaluations politiques pubs cherchent à voir si objectifs atteints et identifier sources de dysfonctionnement.** Grande difficulté = faire part csq politique publique/ce qui est lié à facteurs extérieurs. Depuis fin 90's : économistes => nouvelles méthodes issues de médecine (utilisées pour mise sur marché médocs)

(1) **Expériences contrôlées** (ou expériences **aléatoires**). Randomized en anglais. Compare évolution variable d'intérêt entre 2 gpes constitués de manière aléatoire : **groupe test (ou gpe de traitement) + gpe témoin** (ou gpe de contrôle). Gpe test : soumis à une mesure. Gpe témoin : non. Comme assignation aléatoire : surs que li » qu'à variable d'intérêt. Méthode très utilisée en éco du dév. Not : **Poverty Action Lab** = labo du MIT dirigé par éco fr **Esther DUFLO**. **PAL** : expériences aléatoires en collabo avec ONG et autorités Pays en dév. Bcp plus rare ds pays dév (CE = RSA : mis en place dans certains dép et pas d'autres pour tester efficacité entre 2007 et 2009).

(2) **Expériences naturelles**. Séparation gpe test/groupe de contrôle : pas aléatoire, mais par « la nature » (processus que ne contrôle pas économiste). **Cas typique = changement de législation qui affecte un gpe mais pas un autre**. CAHUC, (2012). Etude impact défiscalisation heures sups sur offre de travail. Mis en pace entre **2007 et 2012 sous SARKOZY: heures sups plus soumise à impôt sur revenu (donc travailleurs devraient vouloir faire plus d'heures sups) => « SUJET TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS? » (sarkozy, remise en cause des 35h et libération des salariés)**. Compare dans régions frontalières travailleurs qui résident en Fr/à l'étranger. Facteur aléatoire = personnes qui travaillent en France mais vivent à l'étranger : pas soumises à défiscalisation. **Résultat = défiscalisation n'a pas entraîné salariés à faire plus d'heures, pourtant entreprises ont déclaré plus d'heures sup. Heures sups : aussi défiscalisées pour entreprises** (donc intérêts à déclarer pour heures sups ce qu'elles auraient sinon déclaré comme primes). MONTRE **Effet d'aubaine = on profite d'une mesure pour une action qu'on aurait de toute façon réalisé**. Dans exp naturelle : assignation à gpe pas naturelle, mais liée à processus social. Il fait donc méthodes iconométriques pour comparer résultats entre les 2 gpes. **Principale méthode = doubles différences**. 1<sup>ère</sup> différence = comparer individus avant et après réforme. 2<sup>ème</sup> : comparer groupe test/gpe de contrôle. Comparer évolutions entre les 2 gpes, et pas les 2 gpes (regarder si évolutions divergent). Contrôler variables exogènes (affectent 2 gpes).

SUJETS POSSIBLES: L'ETAT PEUT IL AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ?

Thèse Polanyi : **états modernes ont besoin de développement échanges marchands, échanges écos : c'est l'assiette de leurs ressources**. Sens commun oppose souvent Etat et marché : idées chez Polanyi que l'émergence du marché et de l'Etat vont de pair : besoin pour ressource financière stable. Observé en Angleterre : marchandisation pour taxer échanges marchands. → **Monnaie a des causes sociales : la construction de l'Etat moderne**.

Idee développée par éco institutionnaliste **Karl Polanyi** : économiste hétérodoxe (se démarque de néo classiques). 1944 : **La grande transformation**.

**Pour des sujets sur les politiques publiques faut absolument penser à:**

- **Micro éco du producteur**: l'élasticité, les réactions des conso, les couts de long terme.... Important
- **L'hypothèse prix rigide / flexibles => modele IS/LM ET AS/AD => pour les politiques conjoncturelles**
- l'illusion monétaire => 2 à 5 ans pour Friedman !! Cf taux de chômage nature aussi.
- À **historiciser**.
- À la reflexion sur la monnaie endogène ou exogène: parce que variable du taux d'intérêt est interessante.